

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°68- Juin 2012

Tartuffe défend les droits de l'homme.

Le onze juin, Beijing a publié un plan de protection des droits de l'homme pour la période 2012-2015. Il s'agit d'œuvrer «pour le bonheur et la dignité de chaque citoyen». C'est fort nécessaire car «la Chine est confrontée à de nombreux défis et elle a un long chemin à parcourir avant d'atteindre l'objectif sublime d'une pleine jouissance des droits de l'homme».

Des promesses à profusion pour exposer ce qu'on n'a pas fait : une participation des partis non communistes et des organisations de masses aux décisions collectives, pas de torture pour obtenir des aveux, les juges écouteront sérieusement les avocats, les femmes prendront une part égale à celles des hommes dans la gestion des affaires, on améliorera les conditions de travail et plus de personnes âgées auront droit à une pension de retraite, etc. et même une loi sur la philanthropie...

C'est bel et bon mais pourquoi un si «long chemin»? Parce que – et Beijing reprend l'antienne si facilement reprise à l'Ouest – il lui faut s'occuper du progrès économique, de la culture, de l'environnement et du social, tous objectifs qui entrent violemment en conflit avec les libertés, individuelles ou collectives.

C'est convaincant. Puisqu'il faut d'abord que les gens mangent, on ne peut supprimer la censure de la presse ; il faut aussi pouvoir battre les prisonniers, interdire aux avocats d'exercer s'ils gênent, enfermer les dissidents, enlever à leur famille la liberté de mouvement, conserver dans les camps de travail quelques millions de détenus et même procéder chaque année à quelques milliers d'exécution. Le chemin vers la liberté est bien sûr très long et très ardu quand celui qui se propose de protéger est le même que celui qui frappe.

La Chine affirme qu'elle est un État de droit. Ce n'est pas vrai : elle n'est soumise à la loi qu'en apparence. Elle est un État-parti et le Comité central du parti dispose d'un COMITÉ DES AFFAIRES POLITIQUES ET LÉGISLATIVES qui décide quoi faire des lois dans les situations délicates. Ce Comité a participé pour

une large part aux disparitions de dissidents en 2011, au harcèlement de Chen Guangcheng de sa sortie de prison jusqu'à la fuite en famille vers les États-Unis; il a décidé des sanctions à infliger aux signataires de la Charte 08, dont le Prix Nobel Liu Xiaobo. Le parti dispose aussi d'une Commission militaire et son président peut choisir d'appeler l'armée à tirer sur la foule comme en 1989. Car l'armée appartient au Parti. (Note : En 1989 précisément, le Comité politique et législatif, rétrogradé l'année précédente par le secrétaire général Zhao Ziyang, ne jouait plus un grand rôle dans le maintien de l'ordre. Il retrouva toute son importance dès 1990 avec le durcissement du régime et la répression de la dissidence).

Émerveillés par les gratte-ciels des grandes villes, le boom immobilier un peu partout et l'expansion du commerce extérieur, nombre d'observateurs rappellent avec indulgence l'adage des œufs cassés pour faire l'omelette. Mais justement, où est l'omelette ? La performance économique chinoise – principal argument pour refuser les droits de l'homme les plus banals - est-elle si extraordinaire après plus de soixante ans de monopole politique ininterrompu ?

Prenons les statistiques officielles, que personne ne met en doute, - malgré l'enseignement qu'on aurait pu tirer naguère de celles de l'Europe de l'Est. Le F.M.I., les Nations Unies, la Banque mondiale les acceptent sans poser de questions. Les chiffres nous disent que pour le produit intérieur brut par habitant, la Chine vient en 2010 au 94ème rang, juste derrière l'Equateur et la Jordanie. Si l'on tient compte du pouvoir d'achat réel des monnaies, elle occupe le 93ème rang pour le Fonds Monétaire International, le 117ème pour le C.I.A. World Factbook et le 96ème pour la Banque mondiale. Elle se trouve, quelles que soient les estimations, **en dessous de la moyenne mondiale** - 9.056 \$ en 2010 -, avec respectivement l'équivalent de 4.382 \$, 8.400 \$ et 7.599 \$ pour les trois organismes précités.

Il n'y a donc pas de quoi pavoiser ni justifier les œufs cassés. Encore faut-il rappeler que les moyennes ci-dessus combinent quelques fortunes insolentes issues du démantèlement du secteur public productif avec la pauvreté de larges fractions du paysannat, les difficultés des deux cent millions de travailleurs journaliers, la misère des régions reculées et celle des minorités nationales. Ajoutons qu'officiellement trois à quatre cents millions de paysans n'ont pas accès à une eau vraiment potable et que la pollution des terres, des eaux douces, des deltas et des plages atteint des niveaux record sur le plan mondial.

Ainsi donc, la chose est entendue. Les Chinois n'ont pas la liberté mais ils n'ont pas non plus l'aisance matérielle alors que leur territoire reçoit depuis des années le plus gros des investissements industriels étrangers. Bien des pays d'Asie ou d'ailleurs, qui se trouvaient à leur niveau en 1950, les ont dépassés en bien-être tout en obtenant avant eux la liberté.

Bref, pour retourner au point de départ, nul besoin d'un plan pluriannuel pour les Droits de l'Homme : ou bien vous êtes pour les Droits et vous les donnez sur le champ ; vous commencez par vous réconcilier avec la vérité et dites si, oui ou non, vous avez tué au centre de votre capitale sept cent vingt-sept manifestants comme le dit la Croix-Rouge – ; vous annulez votre amendement tout frais voté de procédure pénale qui vous permet des enlèvements jusqu'à six mois sans prévenir les familles ; vous cessez de noyauter Hongkong avec des communistes sans carte et surtout, vous relâchez sans tarder les militants des droits civiques. Ou bien vous ne voulez ni des Droits ni de la vérité et votre plan ne sert à rien. Sinon à distribuer un peu d'illusions pour rester en place.

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	
Anniversaire du 4 juin 1989	4
Mouvement démocratique et répression.	5
L'affaire Li Wangyang	6
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.	6
Condition ouvrière. Conflits du travail. Élections syndicales.	7
Conflits de masse. Environnement. Évictions foncières	8
Minorités ethniques	8
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong - Macao	10
Hors du territoire	10
Informations diverses	11
Comité Liu Xiaobo	12
Sources d'information	13
Appel à coopération bénévole du groupe Chine	14

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET. ANNIVERSAIRE DU 4 JUIN 1989.

- 29 juin** **La censure chinoise a rendu inaccessible le site de l'Agence de presse Bloomberg,** après parution le jour même d'un article concernant la fortune de Xi Jinping, le futur chef d'État et celle de sa famille ; le document citait l'appel de Xin Jinping à lutter contre la corruption et à «serrer la bride aux épouses, aux enfants, aux parents, aux amis et à l'encadrement». Le Committee to Protect Journalists n'a pu obtenir aucun commentaire de la part de l'administration chinoise. (*Committee to Protect Journalists, 29 juin*)
- 13 juin** **Un porte-parole du Bureau d'État pour les Affaires de Taiwan préconise une réécriture de documents pédagogiques rédigés à Taiwan** dans la période où le Parti démocratique progressiste était au pouvoir. Ces textes, qui seraient marqués par un esprit «indépendantiste» pourraient «tromper la nouvelle génération». Le porte-parole affirme que de nombreux milieux de Taiwan souhaitent cette révision et que l'opinion publique y est favorable. (*Xinhua, 13 juin*)
- 4 juin** **Les effectifs de police ont été renforcés sur la place Tiananmen ainsi que sur l'avenue Chang'an** pour prévenir des manifestations à l'occasion du vingt-troisième anniversaire du massacre de 1989. Au Guangxi, deux militants ont entamé une grève de la faim pour protester contre leur assignation à résidence. Une décision semblable, des voyages temporaires contraints ou des interrogations policières sont signalées à Xi'an (Shaanxi), à Taiyuan (Shanxi), au Hunan auprès des amis de Li Wangyang (voir ci-dessus), à Guangzhou (Guangdong) et à Beijing ainsi que dans les lieux où se tinrent des manifestations commémoratives. Cependant des pétitionnaires de Guangzhou et de Tianjin se sont rendus devant la maison de Zhao Ziyang, le secrétaire général du parti qui avait同情isé avec les manifestants. Des manifestations d'ampleur limitée ont pu se tenir les 27 et 28 mai à Guiyang (Guizhou), le 30 mai à Nanping (Fujian) et le 3 juin à Jinan (Shandong) sans intervention immédiate de la police. (*C.H.R.D., 5-4 juin ; South China Morning Post, Epoch Times 4 juin ; Oriental Daily, 31 mai ; Ming Pao, 30 mai*)
- 1 juin** **Arrestation à Beijing de la pétitionnaire Yin Huimin, originaire de Shanghai,** et condamnation après retour forcé dans cette ville, à quinze jours de détention pour «pétition illégale». Yin Huimin a subi de nombreuses mesures répressives pour bloquer ses démarches ; elle a séjourné dans des prisons clandestines et, lors de détentions antérieures, a été menottée et entravée. (*Weiquanwang, 12 juin*)
- Déb. juin** **Suspension puis démission de Yu Chen, rédacteur en chef du Journal de la Métropole du Sud** édité à Guangzhou. Il avait laissé publier un commentaire quelque peu insolent sur le contrôle que le parti communiste exerce sur l'armée. (*Reporters sans frontières, 5 juin*)
- 29 mai** **Envoi pour dix-huit mois en camp de rééducation du militant des droits civiques du Heilongjiang Liao Cheng,** coupable de «troubles à l'ordre social». Liao aurait eu des entretiens téléphoniques avec des médias étrangers ; on l'accuse aussi d'appartenir au Falungong, malgré les dénégations de sa famille et de ses amis. (*Weiquanquan, 29 mai*)
- 11 mai** **Arrestation à Beijing du pétitionnaire handicapé Dai Yuequan,** qui voulait obtenir réparation pour un grave accident de travail. Après retour forcé dans son district de Tongliang, près de Chongqing (Sichuan), il a été condamné à quinze mois de rééducation par le travail pour «trouble à l'ordre social». (*Weiquanwang, 20 juin*)
- 5 avril** **Envoi pour quinze mois de camp de rééducation du militant des droits civiques Liu Ruisheng.** Il avait été arrêté en janvier à Beijing alors qu'il pétitionnait pour mettre en lumière la corruption de cadres locaux. Il était sorti des camps en septembre 2011, après un an de détention. (*Weiquanwang, 16 juin*)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION.

- 20 juin** **Après le départ pour les États-Unis du juriste aveugle Chen Guangcheng, la police a levé le blocus autour de son village de Dongshigu,** près de Linyi (Shandong). Mais le harcèlement continue sur ses proches : son frère Chen Guangfu a reçu des menaces s'il parlait aux journalistes et prenait des contacts hors du village ; son neveu Chen Kegui est toujours en détention depuis le début de mai pour avoir résisté en brandissant un couteau à des voyous qui envahissaient sa maison ; l'écrivain Lu Haitao a dû quitter son logement, chassé par son propriétaire sous pression des autorités et son épouse, harcelée par la police, a fait une fausse couche au mois de mai. (C.H.R.D., 20 juin)
- 20 juin** **Le militant des droits civiques de Shanghai Feng Zhenghu est soumis depuis le 27 février à un régime de contrôle et d'assignation à résidence** qui rappelle celui que devait subir avec sa famille Chen Guangcheng, le militant du Shandong, maintenant réfugié aux États-Unis. La police a coupé les branches qui gênaient les caméras de surveillance et l'a forcé à retirer les affiches qu'il avait apposées le 20 juin sur ses fenêtres pour dénoncer son emprisonnement de fait. Feng Zhenghu ne peut plus avoir de contact avec l'extérieur (visite d'amis, téléphone, internet). (Civil Rights & Livelihood Watch, 20 juin)
- 20 juin** **Le célèbre militant des droits civiques Hu Jia , ami de Chen Guangcheng, de Ai Weiwei et de Liu Xiaobo, Prix Sakharov du Parlement européen en 2008, a été violemment agressé** par des membres de la Sécurité, alors qu'il sortait de chez lui. Il a été frappé à la gorge et souffre sur la poitrine et sur les côtes. Le 12 juin, la police l'avait interpellé et détenu pendant huit heures. Hu Jia était sorti de prison le 26 juin 2011, après une condamnation à trois ans et demi d'incarcération pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». (Reporters sans frontières, 21 juin)
- 14 juin** **De nombreux cybernautes s'indignent de l'avortement forcé imposé à une femme d'Ankang** (Shaanxi), enceinte de sept mois, parce qu'elle n'avait pas les moyens de payer l'amende de 40.000 yuan prévue en cas de violation de la législation sur l'enfant unique. L'avortement a été provoqué par injection de toxines ; la loi chinoise interdit l'avortement en fin de grossesse. Le chef du Bureau de planification des naissances d'Ankang a perdu son poste. (Ming Pao, 14 juin)
- 4 juin** **Arrestation de l'artiste Hua Yong, près de la place Tiananmen, où il donnait un spectacle commémorant le massacre de 1989.** Il a ensuite été officiellement détenu pour avoir créé des «troubles». Son père a appris la nouvelle par une notification de détention, envoyée par courrier express à son domicile du Liaoning. On est sans nouvelles du photographe Guo Zhenming, arrêté en même temps que lui. (C.H.R.D., 12 juin ; Ming Pao, 13 juin)
- 8 juin** **Remise en liberté du militant démocrate du Jiangxi Zhu Juru,** après 91 jours de détention dans une prison clandestine. Il avait été emmené par des policiers en civil le 8 mars à Xinyi, lors des sessions de l'Assemblée et de la Conférence consultative. Il avait entrepris une grève de la faim mais on l'avait alimenté de force. Les coups lui ont fait perdre deux dents. Il était gardé par des membres du Comité politique et législatif du parti de Xinyi. Aucune procédure légale n'avait été respectée. Zhu Juru a été fréquemment placé en détention. Il avait été condamné à un an en camp de rééducation, en octobre 2008 pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». (C.H.R.D., 9 juin)
- 11 mai** **La pétitionnaire et activiste de Beijing Guo Qinghua annonce par téléphone que la police la conduit pour des tests dans un hôpital contre son gré avant de l'incarcérer.** On est sans nouvelles depuis cette date. En mars, Guo Qinghua avait été détenue dans une prison clandestine, dont elle s'était échappée un mois plus tard. Son action pour des questions de salaires et de relations avec la direction lui a valu plusieurs incarcérations depuis dix ans et des séjours en camp de rééducation par le travail. (C.H.R.D., 7 juin)
- 25 avril** **Arrestation des deux militants des droits civiques, Xu Guangli (du Hubei) et Yin Weihe (du Hunan),** qui avaient lancé une campagne de signatures destinée à soutenir l'appel aux réformes lancé par le chef du gouvernement Wen Jiabao. Lors de perquisitions chez Yin Weihe accusé de ↵

«subversion du pouvoir d'État», la police a emporté des ordinateurs, des téléphones, des cartes bancaires et des papiers d'identité.

Arrêté pour «explosion intentionnelle», Xu Guangli avait signé la Charte 08 et avait participé, il y a quelques années à une réunion en la mémoire de Lin Zhao, une jeune femme «contre-révolutionnaire» exécutée en 1968. (*Weiquanwang, 7 juin ; C.L.R.W, 8 mai*)

L'AFFAIRE LI WANGYANG

20 juin **Plusieurs amis de Li Wangyang (voir ci-dessous 6 juin), qui avaient mis en doute la version d'un suicide avancée par la police, demeurent emprisonnés** ou se trouvent assignés à résidence. L'un d'entre eux, Zhu Chenghi, qui aurait dû quitter sa cellule à l'issue d'une détention temporaire a été de nouveau incarcéré pour avoir refusé d'abandonner toute recherche sur les causes du décès. D'autres ne sont pas joignables par téléphone et l'on ignore où ils se trouvent. Il semble que la sœur de Li Wangyang ainsi que son époux soient détenus par la police. (*South China Morning Post, 20 juin*)

9 juin **En raison des doutes concernant le décès de Li Wangyang** (voir ci-dessous), le militant des droits civiques Hu Jia a lancé sur Twitter une campagne sur le thème «Je ne veux pas me suicider», afin de détruire l'avance le public dans le cas où le décès d'un militant serait présenté comme le fruit d'une décision personnelle. (*South China Morning Post, 9 juin*)

6 juin **Mort dans un hôpital de Shaoyang (Hunan) de Li Wangyang, l'un des militants du mouvement démocratique de 1989.** Militant hunanais des droits du travail, Li avait passé vingt et un ans en prison pour la création du Syndicat autonome du travail ; il n'avait retrouvé la liberté qu'il y a un an, quasiment sourd et aveugle à la suite des mauvais traitements subis et ne marchant qu'avec difficulté. Il ne cessait de demander la réhabilitation des victimes du 4 juin 1989.

Les amis du dissident doutent de la thèse du suicide par pendaison avancée par la police (les pieds du mort touchaient le sol) et demandent une enquête sur les circonstances du décès. L'administration a procédé le 8 juin à une autopsie contre la volonté de la famille – qui souhaitait un médecin indépendant - puis incinéré le corps le lendemain, ce qui a bloqué les recherches.

La famille est sous contrôle strict des autorités ; les contacts avec l'avocat Tang Jingling de Guangzhou ont été coupés. Des cybernautes ont adressé des lettres au ministre de la Sécurité publique et à la Cour suprême. Une campagne de signatures sur le site Boxun avait recueilli dix mille noms le 18 juin. Des milliers de protestataires se sont rassemblés à Hongkong pour exiger des preuves du suicide. (*Canyu, 7 juin ; South China Morning Post, 18 juin*)

AVOCATS. APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

19 juin **La police a interdit à Ai Weiwei d'accéder aux audiences du procès qu'il mène contre l'accusation d'évasion fiscale portée contre lui** et contre sa condamnation à verser une amende de quinze millions de yuan. L'artiste avait été détenu trois mois en 2011. En novembre, il avait reçu les dons de trente mille personnes pour l'aider à verser l'amende demandée par l'administration. (*Kyodo, 20 juin*)

19 juin **Les services fiscaux ont en 2011 appréhendé 5.036 faiseurs de fausses factures** et saisi trois cent cinquante millions de ces dernières. Les entreprises utilisatrices étaient au nombre de quatre-vingts mille. Parmi elles se trouvaient quatre-vingt-deux organismes publics. (*Xinhua, 19 juin*)

12 juin **Au cours des trois derniers mois, la police a décelé 130.000 cas de délits économiques** et arrêté plus de 60.000 personnes. Il s'agit notamment de pots de vin, de contrats frauduleux, de contrefaçons et d'escroquerie à la pyramide. (*Xinhua, 12 juin*)

5 juin **D'inquiétantes informations parviennent concernant l'avocat Wang Yonghang de Dalian** (Liaoning), condamné à sept ans de prison en octobre 2009. Selon son épouse, il a été torturé au cours des six mois derniers ; sa vie serait en danger ; il souffre de tuberculose ainsi que d'inflammation de la plèvre et du péritoïne et d'un début de paralysie accompagné d'insensibilité dans le bas du corps. L'administration pénitentiaire assure qu'il se porte fort bien. Wang Yonghang a défendu des membres du Falungong et s'est toujours opposé à leur persécution. Le motif de sa condamnation était «l'usage d'un culte pour saper l'application de la loi». (C.H.R.D., 5 juin)

25 mai **Arrestation dans le district Nangang de Harbin (Heilongjiang) de l'avocat et militant des droits civiques Wei Liangyue**, sans information sur les raisons et le lieu de détention. Quelques jours plus tard, il a été dit sans plus de détail à son épouse que son mari était parti «pour un voyage d'études» dans un lieu tenu secret. (C.H.R.D., 15 juin)

24 mai **Le cybernaut de Panyu (Guangong) Xu Lin, arrêté le 4 avril** au lendemain d'un meeting demandant la publication des ressources des dirigeants et soutenant l'appel aux réformes du chef du gouvernement, ne peut rencontrer ses avocats au prétexte que son cas touche des «secrets d'État». Il se trouve en résidence surveillée dans un lieu inconnu. Il a eu la visite de sa famille lors d'un entretien enregistré le 24 mai dans un local de la police. (C.H.R.D., 29 mai)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL. ÉLECTIONS SYNDICALES.

25-26 juin **En frappant et en détenant à Zhongshan (Guangdong) un garçon sichuanais de treize ans** qui se battait contre un enfant de la région, la police a déclenché une émeute d'une centaine de travailleurs migrants. Les bagarres auraient fait plusieurs morts parmi les manifestants et plus de cent blessés dans l'agglomération de Shaxi. On compte une centaine d'arrestations. Ces incidents mettent en lumière les tensions déjà anciennes qui opposent les travailleurs migrants – à statut défavorisés - et les salariés locaux. Un tiers de la population du Guangdong se compose de travailleurs migrants ; dans le delta de la Rivière des Perles, la proportion s'élève à 80%. (China Labour Bulletin, 27 juin)

11 juin **Grève de près d'un millier d'ouvriers de la fabrique de chaussures Xingtai**, dans le district Panyu de l'agglomération de Guangzhou (Guangdong). Ils protestaient contre le niveau des salaires et le déplacement de leur usine et ont bloqué le trafic de la zone. (Molihua, 11 juin)

28 mai **Le chef-adjoint de la fédération des syndicats de Shenzhen, Wang Tongxin, a promis de nouvelles élections libres dans les syndicats**, de telle manière que «ça devienne non pas une nouvelle ou un acte d'avant-garde mais une pratique tout simplement normale». Le syndicaliste se référerait à l'élection survenue le 27 mai dans l'usine électronique Omron. (cf. bulletin de mai). La fédération des syndicats est présente dans cent soixante trois entreprises, chacune avec des effectifs de mille salariés ou plus. (C.L.B., 28 mai)

27 mai **Mort de l'ouvrier Yang Zhi dans un hôpital de Rui'an** (Zhejiang) à la suite de coups reçus de son employeur. Il avait été frappé à la tête le 12 mai par son patron auquel il demandait le versement de salaires impayés. Son décès a provoqué une violente manifestation : un millier d'ouvriers, principalement originaires du Hunan comme Yang Zhi, ont renversé des véhicules et endommagé des bâtiments officiels. (Centre d'Information pour les Droits de l'Homme et la démocratie, Kyodo, 29 mai)

26 mai **Arrestation pour «rassemblement dans l'intention de troubler l'ordre social» de deux chauffeurs de taxi de Chengdu** (Sichuan), Chen Qiongshu et Qiu Ping. Ils s'étaient rendus à Beijing avec une centaine de collègues à la mi-mai pour exposer les difficultés qu'ils éprouvaient dans leurs relations avec le Bureau des Transports de leur ville. Une vingtaine d'entre eux avaient été frappés sur le plan professionnel après leur rapatriement forcé sur Chengdu. ; une douzaine d'autres avaient été placés en détention administrative. (Weiquanwang, 26 mai)

CONFLITS DE MASSE. ENVIRONNEMENT. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

- 14 juin** **Trois arrestations et dix blessés lors d'un affrontement entre la police et les villageois de Langnan**, dans le district de Tengxian (Guangxi). Ces derniers protestent contre un projet d'oléoduc situé à proximité de leurs habitations. (*Centre d'information pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, 14 juin*)
- 12 juin** **Selon une étude de l'Académie des Sciences agricoles, 16% des 120 millions d'hectares de terres cultivables souffrent de pollution à différents degrés.** Dix millions d'hectares sont atteints par les pollutions industrielles : métaux lourds, résidus industriels divers, déchets électroniques et plastiques. D'après un chercheur de Nanjing, la moitié des terres arables en Chine du Sud souffrent de métaux lourds (cadmium, arsenic et mercure) ou de composés organiques dérivés du pétrole. Il en va de même pour 10% des terres dans le delta du Yangtsé. L'emploi des pesticides est le double de la moyenne mondiale ; 30% de ces derniers et des engrains sont utilisés efficacement ; les 70% restants sont perdus et polluent les sols supprimant les lombrics et les batraciens avec leurs effets bénéfiques. (*Xinhua, 12 juin*)
- 6 juin** **Des réquisitions forcées de terrains ont provoqué un affrontement entre la police et les villageois de Nanshanchong**, près de Maoming (Guangdong). Il y aurait eu de nombreux blessés. (*Oriental daily, 19 juin*)
- 5-7 juin** **Des milliers d'habitants du quartier Shuangqiao, dans la banlieue de Chongqing, ont affronté la police** au sujet d'une fusion de leur district avec une zone plus pauvre. Les bagarres auraient fait deux cents blessés parmi les protestataires. Un nœud de circulation a été bloqué pendant trois jours. À la fin mai et jusqu'aux premiers jours de juin, des manifestations de masse similaires s'étaient produites dans le district de Wansheng, en conséquence d'un refus de fusion avec le quartier défavorisé Qiqiang. (*South China Morning Post, 9 juin*)
- 5 juin** **Plus de deux mille villageois de Jianshan, près de Qinzhou (Guangxi) ont envahi les bâtiments gouvernementaux** pour protester contre l'accaparement d'une large bande de terrain agricole. La bagarre aurait fait trente blessés parmi les villageois. Des policiers, dont des gardes-frontières – ce qui est inhabituel –, sont arrivés le lendemain pour disperser les manifestants. (*Centre d'information pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, 6 juin*)
- 28 mai** **Après la mort d'un villageois lors d'une dispute portant sur des problèmes de pêche, 1.300 villageois ont manifesté** devant les bâtiments gouvernementaux de Nanchang (Jiangxi). L'intervention de la police aurait fait vingt blessés. Le même jour, dans le district Sangzhi du Hunan, la mort d'un homme qui résistait à une démolition forcée a provoqué une émeute ; un millier de villageois ont renversé quatre voitures de la police. (*Centre d'Information sur les Droits de l'Homme et la Démocratie, 30 mai ; R.F.A., 31 mai*)
- 26 mai** **Un millier de villageois de Lingtou, dans l'agglomération de Jianfeng (Hainan) ont manifesté contre la construction d'une centrale thermique** à proximité. Mille policiers sont intervenus, ont isolé le village et ont affronté les manifestants. Le conflit aurait duré jusqu'au 5 juin, date à laquelle la police s'est retirée. (*Oriental Daily, 29 mai ; R.F.A., 5 juin*)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 29 juin** **Dépôt d'une pétition de 55.000 signatures auprès du Conseil des Droits de l'Homme**

de l'O.N.U. à Genève, pour demander une action urgente des Nations Unies en faveur du Tibet en raison de l'aggravation de la situation. Aucune résolution sur le Tibet n'a été prise en considération ces dernières années. (*Phayul*, 29 juin)

20 juin **Deux gardiens de troupeaux se sont immolés par le feu dans la municipalité Kardo**, du district de Trindu dans la préfecture autonome tibétaine de Yushu (Qinghai). L'un est mort ; l'autre est gravement blessé. La province a connu huit suicides depuis le début de l'année ; ils ont fait cinq morts. (*Xinhua*, 21 juin)

15 juin **Suicide par le feu d'un Tibétain devant les bâtiments administratifs du district de Jianzha**, dans la préfecture de Huangnan (Qinghai). La police avait emporté le corps ; elle a dû le rendre sous la pression du public. (*Voice du Tibet*, 15 juin)

2 juin **Condamnation par un tribunal du district Aba (Sichuan) de deux Tibétains à deux et trois ans de prison** pour avoir refusé d'habiter le logement construit sur fonds publics, pour lequel ils devaient payer 80.000 yuan alors qu'il devait être gratuit. Cette suspicion de détournement de fonds avait donné lieu à plusieurs manifestations dans les mois précédents, avec intervention policière. La plupart des détenus avaient été relâchés.

30 mai **Suicide par le feu d'une mère de trois enfants**, près du monastère Jonang dans le district Dzamthang, de la préfecture Aba (Sichuan). (*Radio Free Asia*, 30 mai)

Mai **La police du district de Xinlong, dans la préfecture Ganzi (Sichuan) a arrêté, torturé et battu à mort un Tibétain** nommé Karwang (Gawang), parce qu'il aurait distribué des tracts demandant l'indépendance du Tibet. Le décès est survenu après une semaine de détention. (*Voice du Tibet*, 12 juin)

QUESTION OUIGHOURE

29 juin **Un avion reliant Hotan à Oroumtchi a fait l'objet d'une tentative de détournement.** Les six auteurs ouïghours ont été maîtrisés ; il y eut quelques blessés. Il est difficile de savoir si la tentative est liée à d'autres incidents comme celui de Hotan que nous citons ci-dessous. (*Tianshanwang*, *Le Monde*, 29 juin)

6 juin **Une descente de police dans une école de Hotan a fait douze blessés parmi les élèves.** Selon les autorités, un enseignant aurait fait exploser un engin ; selon le Congrès mondial ouïghour, les policiers auraient utilisé des gaz lacrymogènes. Il y aurait eu, les jours suivants, plusieurs opérations de ce genre dans les écoles islamiques non officielles. (*China Daily*, A.F.P., 19 juin)

5 juin **Arrestation pour «propagation de rumeurs» d'un cybernaut ouïghour, Pami'er Yasen**, qui avait posté des informations provenant d'un autre site internet concernant la mort suspecte d'un enfant de douze ans en centre de détention. Il en était résulté des commentaires critiques à l'égard du parti communiste. (*Reporters sans frontières*, 5 juin ; *Fédération internationale des Journalistes*, 6 juin)

QUESTION MONGOLE

19 juin **Des centaines de berges mongols ont occupé les rues de Haliut**, dans la bannière d'Urad, et manifesté devant les bâtiments officiels pour protester contre l'expropriation de leurs pâturages et le défaut d'indemnisation de la part du gouvernement local. Selon un document officiel, les éleveurs expropriés ont droit à 5.000 yuan (560 €) ; les interdictions de pâturage portent sur 520.000 hectares et touchent 1.325 ménages et 4.363 bergers/éleveurs. (*S.M.H.R.I.C.*, 20 juin)

30 mai **Adoption du «douzième plan de réinstallation des peuples nomades de Chine».** Le gouvernement chinois vise à réinstaller 246.000 ménages, soit un total de 1.157.000 nomades avant la fin de 2015. La Mongolie compte le plus grand nombre de nomades en Chine, devant le Xinjiang et le Tibet. La Déclaration des Nations unies sur les peuples indigènes, qu'a signée la Chine, dispose que ces derniers ne doivent pas être éloignés par la force de leurs terres ou de leur territoire. (*S.M.H.R.I.C.*, 4 juin)

HONGKONG-MACAO

- 1er juillet** A l'occasion des cérémonies célébrant le quinzième anniversaire du transfert de souveraineté à la Chine populaire Hu Jintao, chef de l'État, a intronisé le nouveau chef de l'exécutif Liang Zhenying (Leung Chun-ying), élu le 25 mars par un collège restreint. Le premier juillet se tenait aussi le rassemblement annuel organisé par le Front des droits civiques, solidaire du mouvement démocratique de 1989 et qu'inquiète la perspective d'une prise en main par le parti communiste. La participation aurait dépassé les prévisions, avec cinq cent mille personnes. La raison s'en trouverait notamment dans le scandale créé par le suicide suspect du Hunanais dissident Li Wangyang et par les irrégularités de construction découvertes au domicile du nouveau chef de l'exécutif. L'opposition demande à ce dernier de démissionner dès son entrée en fonction, le premier juillet. (*South China Morning Post*, 25 juin)
- 30 juin** Un journaliste de l'**Apple Daily** a tenté d'interroger Hu Jintao lors de sa visite d'un projet de développement du port sur les manifestations annuelles tenues à Hongkong en souvenir du massacre de 1989. Il n'a pas obtenu de réponse et la police l'a immédiatement écarté de la scène. (*Aujourd'hui la Chine*, 30 juin)
- 28 juin** Le **South China Morning Post** de Hongkong, connu depuis longtemps pour son indépendance, est maintenant fortement suspecté de flétrir devant la censure chinoise. Son rédacteur en chef, Wang Xiangwei, membre de la Conférence consultative nationale pour la province du Jilin, aurait censuré un article relatif au décès du dissident Li Wangyang en ordonnant qu'on en parlât le moins possible. Il s'est séparé de plusieurs rédacteurs expérimentés ou a eu des conflits avec eux sur des sujets «sensibles». Selon une enquête publiée le 24 juin par l'Association des journalistes de Hongkong, 92,7% des interrogés parmi les journalistes du territoire estiment que la liberté de la presse diminue. 79,2% d'entre eux pensent que l'autocensure est en 2012 un problème plus grave qu'en 2005. 34,5% font état d'intervention flagrante de la part du Bureau de liaison de Beijing. (*Fédération internationale des Journalistes*, 28 juin)
- 4 juin** Selon l'**Alliance pour le soutien des mouvements démocratiques patriotiques de Chine**, 180.000 personnes ont assisté à la veillée commémorative du massacre de 1989 (la police donne le chiffre de 85.000 participants). Un dixième d'entre eux serait originaire de Chine populaire. (*South China Morning Post*, 6 juin)

HORS DU TERRITOIRE

- 25 juin** Les administrations sud-coréenne et américaine ont discuté des démarches à entreprendre auprès de Beijing en faveur de Kim Young-hwan et de trois autres militants sud-coréens détenus depuis fin mars par la Chine et qui luttaient pour la protection des Droits de l'Homme en Corée du Nord. (*Korea Herald*, 27 juin)
- 22 juin** En raison des accords passés par la Chine avec la Corée du Nord, le nombre d'ouvriers de ce pays devrait atteindre 50.000 environ, principalement installés dans les provinces frontalières (Jilin et Liaoning). (*Chosun Ilbo*, 22 juin)
- 21 juin** Vote par l'**Assemblée nationale vietnamienne de la Loi sur la mer**, qui affirme la souveraineté et la juridiction du pays sur les Hoangsa (ou Paracels en appellation hors zone ou Xisha pour la Chine) et sur les Truongsa (ou Spratly en appellation hors zone ou Nansha pour la Chine). La Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée chinoise a adressé une lettre le lendemain à son homologue vietnamien, le pressant de corriger cette loi «erronée». (*Xinhua*, 22 juin)

- 21 juin** **La Chine annonce le regroupement des Xisha, Zhongsha (Macclesfieldbank) et Nansha** avec statut de préfecture, alors qu'il s'agissait auparavant de simples districts. La direction de l'ensemble se trouve sur l'île de Yongxing, située dans les Xisha (Paracels). (*Xinhua*, 21 juin)
- 19 juin** **Les Philippines font état de la présence sur les hauts fonds Scarborough (Panatag ou Huangyan) d'au moins trois navires de surveillance maritime chinois** et de trois bâtiments destinés à garantir le respect de la loi et des règlements de pêche. Le mauvais temps a conduit les Philippines à retirer leurs bateaux mais les autorités veulent envoyer dès que possible quelques vaisseaux pour ne pas laisser à la Chine le monopole d'une présence permanente dont elle pourrait tirer argument juridique. (*Daily Tribune*, Manille, 22 juin)
- 15 juin** **Inauguration par l'administration des Philippines d'une école sur l'île Pag-Asa** (Zhongye pour la Chine). Elle comprend cinq jardins d'enfants et trois maternelles et se trouve dans l'agglomération où siège la municipalité de Kalayaan. Pag-Asa est situé à 285 miles de la grande île de Palawan. La Chine considère cette inauguration comme illégale puisque opérée sur un territoire qui lui appartient. (*Kyodo*, 25 juin)
- 14 juin** **L'administration taiwanaise a décidé de vérifier la situation au regard des droits de l'homme des visiteurs chinois en provenance du continent.** L'Agence nationale d'immigration refusera l'entrée sur le territoire de personnes ayant violé les principes fondamentaux en la matière. (*Central News Agency*, 14 juin)
- 13 juin** **Le Secrétaire aux Affaires extérieures des Philippines, Albert del Rosario, réaffirme l'intention de son gouvernement de porter le différent territorial du récif Panatag-Huangyan devant le Tribunal international du Droit de la Mer à Hambourg.** (*Philippines Daily*, 14 juin)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 28 juin** A la fin mai, 2.206 ouvriers étrangers travaillaient dans le port de Haiphong (Vietnam) dont 87% de Chinois. La majorité d'entre eux seraient non qualifiés, en contravention de la loi vietnamienne qui réserve ce type d'emploi aux nationaux. Une fraction non négligeable ne disposeraient pas de permis de séjour ou détiendrait un permis périmé. (*Asie Info*, 28 juin)
- 27 juin** Le submersible Jiaolong a atteint la profondeur de 7.062 mètres dans la zone des Mariannes. Il existe quatre-vingt-dix submersibles habitables dans le monde et douze seulement peuvent descendre en dessous de mille mètres. Le 24 juin, trois astronautes – dont une femme – avaient réussi à amarrer manuellement la mission Shenzhou 9 au module spatial Tiangong 1. Au vu du nombre de commentaires parus sur l'Internet, il s'agit du plus grand événement médiatique en Chine depuis les Jeux olympiques de 2008. (*Xinhua*, R.F.L., 24-27 juin)
- 26 juin** Selon le ministre de la Sécurité publique, la Chine compte 1,19 million d'héroïnomanes enregistrés, soit 63% du total des toxicomanes. 655.000 individus utilisent des drogues synthétiques ou divers excitants. L'essentiel des drogues dures proviennent du Triangle d'or (Thaïlande-Birmanie) et du Croissant d'or (dont l'Afghanistan). (*Xinhua*, 26 juin)

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

- 26 juin** Les commandes ont diminué de 47% dans la construction navale pour les cinq premiers mois de l'année, en raison du ralentissement de la croissance extérieure. (*Xinhua*, 26 juin)
- 25 juin** Selon des sources gouvernementales, les profits des entreprises d'État ont diminué de 10% en un an

pour les cinq premiers mois de 2012. (*Xinhua, 25 juin*)

22 juin Selon une enquête menée dans soixante-dix grandes agglomérations, les prix de l'immobilier neuf ont diminué dans cinquante-cinq d'entre elles en mai, soit neuf de plus qu'en avril. (*Xinhua, 22 juin*)

Juin Quatre-vingts millions de tonnes de minerai de fer en provenance d'Australie et du Brésil s'accumulent dans les ports du Nord. Le prix de la tonne est passé de 180 dollars à 120 dollars en début juin. Les dirigeants de la sidérurgie ont demandé le soutien du gouvernement pour éviter des faillites. (*Dongxiang, n°de juin*)

-
- 20 juin** Depuis le début de l'année, les autorités ont relevé 15.000 cas de produits alimentaires impropre à la consommation et fermé 5.700 entreprises irrégulières du secteur agro-alimentaire. (*Xinhua, 20 juin*)
- 30 mai** Les investissements de sociétés chinoises dans des économies étrangères sont passés de 2,7 milliards de dollars en 2002 à 60,07 milliards en 2011. (*Xinhua, 30 mai*)
- 29 mai** Selon le Bureau national des statistiques, le salaire annuel moyen dans les entreprises privées des zones urbaines s'élevait en 2011 à 24.556 yuan (2.728 €). Dans les entreprises publiques, il atteignait 42.452 yuan (4.716 €). Ces moyennes recouvrent de grandes inégalités entre les rémunérations des zones côtières et celles de provinces désavantagées comme l'Anhui, le Hubei et le Henan. (*Xinhua, 29 mai*)

COMITÉ LIU XIAOBO

Le Comité Liu Xiaobo, Prix Nobel condamné à onze ans de prison en 2010, s'est constitué en 2011 à la suite de la réunion tenue à l'Hôtel de ville de Paris le 21 mars à l'initiative de Solidarité Chine, de Reporters sans frontières, de la Ligue des Droits de l'Homme et d'Emmanouil Athanasiou. Le 10 novembre 2011, quatre Prix Nobel de la Paix lançaient en liaison avec le Comité un appel pour la libération de Liu Xiaobo et des militants emprisonnés qui se battent pour le respect des droits civiques en Chine. Plusieurs associations françaises ont soutenu cette démarche.

Le 17 avril à l'occasion de l'exposition Ai Weiwei, le Comité organisait une soirée sur le thème «l'Art contre la censure en Chine» au Musée du jeu de Paume, avec le soutien de ce dernier.

Le 4 juin 2012, le Comité a tenu une conférence de presse dans les locaux de Reporters sans frontières pour commémorer le massacre de Tiananmen de 1989 à Beijing. Par-delà le soutien apporté à Liu Xiaobo, seul Prix Nobel aujourd'hui emprisonné, il a pour objectif de défendre tous les combattants de la démocratie et des droits civiques sur le territoire chinois. Il veut accroître son action en France comme à l'échelon international.
Pour l'aider dans cette tâche, prendre contact avec la Ligue des Droits de l'Homme.

SOURCES D'INFORMATION

SOURCES D'INFORMATION :

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

APPEL À COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication qui devient essentiel ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».